

CAFI Multi-Partner Trust Fund

CAFI Preparatory / Feasibility Study grant



Pays : République centrafricaine	Organisation chargée de la mise en œuvre : PNUD
Contact pour le projet : 1. Igor Gildas TOLA KOGADOU, Coordination Nationale Climat Telephone: +236 75558222/72558222 E-mail : gildastolakogadou@yahoo.fr 2. Edith ASSANI, PNUD Telephone: +236 7270 6665 Email: edith.assani@undp.org	Partenaire(s) de mise en œuvre - nom et type (gouvernement, OSC, etc.) : ministère de l'Environnement et du Développement Durable
Description du projet : Le projet vise à renforcer les capacités du Gouvernement et à l'accompagner dans le processus de négociation d'un Accord avec CAFI. Plus spécifiquement, le projet permet au gouvernement centrafricain d'identifier les mesures prioritaires qui sont consignées dans le CNI et faciliter leur intégration dans le Plan National du Développement (PND) en cours élaboration. Par ailleurs, sous réserve d'un accord entre CAFI et le Gouvernement un appui sera apporté au Gouvernement pour le lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt et la sélection de l'agence (ou des agences) responsables d'élaborer le(s) document(s) de projet. Ce projet est d'une portée nationale pour une durée de 12 mois.	CAFI Fond : 600 000 USD Autre source : 0 Contribution du gouvernement : 0 Autre : 0 Coût total du projet : 600 000 USD
	Date de début du projet proposée : Février 2024 Date de fin du projet proposé : Janvier 2025 Date de fin du projet proposé : 12 mois
Produits attendus : <ul style="list-style-type: none">• Produit 1 : Les politiques et mesures clés sont identifiés en termes de réforme permettant d'accompagner le succès des investissements dans le PND• Produit 2 : Les ressources pour la mise en œuvre des objectifs climat / utilisation durable des terres sont mobilisées et coordonnées• Produit 3 : La négociation d'un accord de partenariat avec CAFI permet au gouvernement de disposer	

de ressources pour la mise en œuvre du CNI.

- **Produit 4** : Un arrangement institutionnel de mise en œuvre est mis en place par la création d'un comité interministériel
- **Produit 5** : Une contribution de CAFI est fournie au fonctionnement du secrétariat du PND
- **Produits 6** : Les moyens nécessaires seront fournis au Gouvernement de la RCA pour sur le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), sous réserve d'un accord entre CAFI et le Gouvernement

Organisation(s) bénéficiaire(s) : PNUD

Gouvernement national du République centrafricaine

Nom du Représentant : M. Jean-Luc STALON

Nom de la contrepartie gouvernementale : S.E.M. Thierry KAMACHA

Nom de l'agence : PNUD
Date et cachet :

Titre : ministre de l'Environnement et du développement durable
Date et cachet

Au nom du conseil d'administration de la CAFI

Nom et prénom

Signature

Chef du secrétariat du CAFI

Date 13 February 2024



COMPOSANTES DU PROJET :

A. CONTEXTE

Dans le cadre de la préparation d'un partenariat entre la République Centrafricaine (RCA) et l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale (CAFI), un cadre national d'investissement (CNI) multisectoriel pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, la gestion durable, la conservation et l'augmentation des stocks de carbone forestier (REDD+) a été soumis par le Gouvernement. Le CNI-REDD+, dont le développement avait été financé par CAFI, a fait l'objet d'une réception positive de la part du Conseil d'Administration de CAFI ; car il présente une vision nationale à long terme et ambitieuse pour la gestion durable des terres et des autres ressources naturelles.

Conformément au processus du Fonds CAFI, la prochaine étape de mise en œuvre d'un partenariat entre CAFI et la RCA doit permettre d'aboutir à l'adoption des politiques et mesures prioritaires du Gouvernement à travers un dialogue politique sur les engagements des deux parties d'Intention élaborée au travers d'un dialogue politique sur les engagements des parties sur la durée de mise en œuvre de celle-ci. Ce processus est une opportunité pour la RCA qui est entrain d'élaborer son Plan National de Développement (PND) dont la vision est d'inscrire la problématique liée à la gestion de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique comme moteur du développement.

B. OBJET DU DON PREPARATOIRE ET EFFETS ATTENDUS :

Le présent projet est capital pour le Gouvernement qui compte sur le don sollicité et l'appui technique du PNUD afin de s'engager résolument dans le dialogue pour un accord de partenariat global avec CAFI. En effet, la vision du Gouvernement est de se baser sur les potentialités du pays en ressources naturelles pour en faire une véritable locomotive du développement national. Dans cette perspective, des arrangements institutionnels souples et efficaces doivent être mis en place afin de faciliter la mise en œuvre des politiques et mesures retenues dans le CNI et l'intégration de celles-ci dans le nouveau Plan National de Développement (PND) en cours d'élaboration.

C. COHÉRENCE AVEC LES INITIATIVES EXISTANTES :

Ce projet s'aligne sur les projets initiés dans le cadre de l'appui à la gouvernance des ressources naturelles en général et des ressources forestières en particulier, dont la mise en œuvre contribue aux mêmes objectifs et poursuivent l'atteinte d'effets, résultats semblables à travers des activités similaires ou complémentaires. C'est le cas du projet de la Banque mondiale d'appui au renforcement des corridors écologiques et de la connectivité transfrontalière ; et des projets financés grâce aux petites subventions du FEM et mis en œuvre par les Organisations de la Société Civile, qui ont permis de contribuer à la protection de l'environnement grâce à des pratiques de reforestation basées sur les savoir-faire locaux. Plus spécifiquement, comptent parmi les projets existants :

- Le projet mini-réseaux basés sur la petite hydroélectricité (mis en œuvre par le PNUD) vise à contribuer à la réduction des Gaz à Effet de Serre à travers la promotion de l'investissement dans de mini-réseaux utilisant l'énergie de petites centrales hydroélectriques pour fournir des services d'électricité dans les zones rurales en RCA. Il s'agit aussi de développer un modèle d'entreprises adapté devant assurer la durabilité de ces centrales, dont le premier projet pilote a été lancé à Gamboula le 12 juillet 2023.
- Le projet TRI intitulé « Restauration des Forêts et des Paysages en appui à la résilience des paysages et des moyens d'existence en RCA » vise entre autres à : (i) contribuer à la restauration et au maintien des paysages critiques, et à (ii) fournir des avantages environnementaux mondiaux ainsi qu'un développement économique plus résilient et des moyens de subsistance en appui au Défi de Bonn.

- Le Projet de Gouvernance des Ressources Naturelles (PGRN) qui, conformément à la ligne définie par le plan de relèvement et de consolidation de la paix adopté par le Gouvernement de la RCA pour la période 2017-2021, a pour objectif d'améliorer la gouvernance et de renforcer les capacités institutionnelles dans les secteurs forestier et minier.
- Le Projet de création et d'opérationnalisation du Fonds National pour le Climat (FONACAR) qui est en cours, et qui permettra au final à la RCA de disposer d'une institution nationale en charge de la coordination, de la mobilisation et de la gestion des ressources et la valorisation des crédits carbone.
- Le projet pilote d'agroforesterie, qui ambitionne de contribuer à la gestion des ressources forestières du pays grâce à une technique agricole régénératrice permettant de favoriser la conservation des stocks de carbone tout en contribuant à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la création de revenus en particulier pour les communautés locales.

Il conviendrait de souligner également l'appui à la mise en œuvre de la feuille de route ainsi que le plan d'action de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) révisé, qui est le principal outil de lutte contre le changement climatique pour lequel, avec l'appui financier de la Promesse Climatique du PNUD, le Gouvernement s'est doté de plusieurs documents de politiques et stratégie pour un développement à bas émission de carbone (LT LEDS). A cela s'ajoute le projet intégré de gestion des aires protégées de Dzanga Sangha, qui permet l'implication des communautés locales et les peuples autochtones dans la préservation des ressources naturelles et le développement de l'écotourisme.

Tableau 1 –Cartographie des initiatives complémentaires et des lacunes sur la base de la NIF ou du cadre de programmation

Source de financement	Projets clés	Durée des projets	Budget (en US\$)	Description des principales lacunes programmatiques ou financières
FEM/FAO	Projet TRI en République centrafricaine	3 ans	6 000 000	La restauration des forêts et des paysages en soutien à la résilience des paysages et des moyens de subsistance en République centrafricaine, financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dans le cadre de l'Initiative pour la restauration (TRI). La mise en œuvre de ce projet a été un peu difficile compte tenu d'un gap financier considérable. Également, une bonne structuration s'avère nécessaire
PNUD /Ministère de l'Énergie	Projet de mini-réseaux basés sur la petite hydroélectricité pour un meilleur accès aux services énergétiques modernes en République centrafricaine	5 ans	2 424 583	L'insuffisance des ressources n'a pas permis de respecter la programmation de ce projet qui a bénéficié d'un Fonds catalytique du FEM 2 645 000 USD soutenu par le Fonds TRAC du PNUD pour environ 980 000 USD. Alors que le besoin de financement pour la construction de 4 sites est de 30 000 000 USD.
Banque Mondiale	Renforcement des corridors écologiques et de la connectivité transfrontalière par la gestion intégrée des ressources naturelles	5 ans	6 972 974	Le Projet vise à améliorer la gouvernance et renforcer les capacités des institutions de la République Centrafricaine, en particulier dans le cadre de sa stratégie de développement des secteurs forestier et minier. Il est financé par la FEM. Il n'y

	dans le paysage de la forêt de Ngotto et le parc national de Mbaéré-Bodingué			pas de lacune programmatique ou financière.
PNUD/ MEDD	Opérationnalisation du FONACAR	1 an	1 500 000	Au niveau programmatique la mise en œuvre de FONACAR n'est pas encore effective. L'insuffisance des ressources ne permet pas de le rendre opérationnel et fonctionnel puis de mettre en œuvre tout son programme de mobilisation de ressources et de coordination de projet.
PNUD/ SIAD	Agroforesterie- Mise en place des plantations agroforestières	1 an	800 000	L'agroforesterie vient de bénéficier d'un Fonds TRAC à titre catalytique, ayant permis de mettre en œuvre quelques activités à titre d'exemple en matière d'agriculture écologique et intelligente. L'insuffisance de ressources ne permet pas de déployer tout le programme de l'agroforesterie en appui il faudra développer un large programme d'appropriation du programme d'agroforesterie par les communautés.
PNUD/ WWF	Ecotourisme- Développement de l'écotourisme dans les APDS de Dzanga-Sangha	1 an	200 000	Ce projet a bénéficié d'un Fonds TRAC pour le lancement des activités préparatoires. L'insuffisance de ressources ne permet de mettre en œuvre toutes les composantes de ce projet.

D. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS COUVERTES PAR LE DON PRÉPARATOIRE :

Le projet vise les 6 principaux résultats suivants :

- 1) Un travail conjoint sera effectué pour que soient identifiées conjointement 4-6 politiques et mesures pour faciliter la mise en œuvre des investissements dans le cadre du PND à travers l'organisation d'ateliers d'échanges avec la coordination en charge de l'élaboration du PND, le renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et des organisations de la société civile y compris les Comités Inter préfectoraux pour une bonne appropriation du processus d'intégration et des activités de vulgarisation de la CNI auprès de la population en général à travers des outils de visibilité. A terme un courrier du Gouvernement sera adressé au Conseil d'Administration de CAFI pour information et planification d'action. Ces activités seront mises œuvre à travers la mise à disposition du Gouvernement de l'expertise nationale requise associée à des spécialistes internationaux afin de favoriser les échanges ainsi que les partages de connaissances et l'appropriation nationale.
- 2) Les ressources pour la mise en œuvre des objectifs climat / utilisation durable des terres sont mobilisées et coordonnées grâce au recrutement des consultants pour élaborer la stratégie de mobilisation des ressources liées au climat et à l'utilisation durable des terres.
- 3) La négociation d'un accord de partenariat avec CAFI permet au Gouvernement de disposer de ressources pour la mise en œuvre du CNI. Lors de ces négociations, un travail d'identification des politiques et mesures en lien avec le futur PND (2024-2028) sera assuré et validé au plus haut niveau. Pour la réalisation de ces activités, des consultations seront organisées aux différents niveaux,

notamment des réunions périodiques du groupe de travail technique intersectoriel afin d'identifier les priorités du gouvernement en lien avec le CNI et le PND avec l'expertise de spécialistes du Secrétariat de CAFI. A cela s'ajoutent des réunions de haut niveau (politique) pour valider les priorités du Gouvernement à intégrer dans l'Accord de Partenariat avec CAFI ainsi que des sessions de négociations avec CAFI au plus haut niveau.

- 4) Un arrangement institutionnel de mise en œuvre est mis en place par la création d'un comité interministériel par le PM qui en assurera la présidence avec l'appui technique du Ministre en charge de l'Environnement et du Développement Durable et l'implication du Secrétariat du PND.
- 5) Une contribution de CAFI est fournie au fonctionnement du secrétariat du PND afin de compléter l'appui fourni par le Gouvernement et le PNUD pour assurer le fonctionnement et la coordination. Ceci permettra de soutenir le processus jusqu'à la fin prévue en mars 2024. Le Gouvernement et le PNUD ont déjà commencé les séances de travail conjoint avec toutes les Parties Prenantes pour l'identification et intégration des politiques et mesures dans le PND avec préfinancement du PNUD. Avant mi-mars le Gouvernement centrafricain transmettra au CA/CAFI via le PNUD la version avancée du PND pour examen éventuels commentaires avant sa validation finale.
- 6) Sous réserve d'un accord entre CAFI et le Gouvernement sur le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), des moyens nécessaires seront fournis au Gouvernement pour i) participer au développement des documents et à la revue et sélection des soumissions reçues, et ii) informer et sécuriser la non-objection du Gouvernement à chacune des étapes de l'instruction de cet AMI. 1 Un mapping des interventions dans les secteurs utilisation des terres, incluant les interventions de tous les partenaires techniques et financiers, y compris UE, BM, BAD, ONGI, entreprises sociales et secteur privé.

E. MODALITÉ :

Comme indiqué dans la lettre de désignation du PNUD pour accompagner le Gouvernement dans le processus de préparation du pays aux négociations avec CAFI, la mise en œuvre de ce projet s'effectuera directement par le PNUD sous la modalité d'exécution directe (DIM) en collaboration avec le Ministère en charge de l'Environnement et du Développement Durable.

F. PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET

Tableau 2 : Plan de travail 2024

Produit	Activités	Calendrier indicatif				Allocation des ressources
		Q1	Q2	Q3	Q4	
Produit 1 : Les politiques et mesures clés sont identifiées en termes de réforme permettant d'accompagner le succès des investissements dans le PND	1.1 Organiser des réunions techniques d'identification et d'intégration des politiques et mesures de CNI dans le PND en conformité avec les autres politiques et stratégies nationales	X	X			\$ 20 000
	1.2 Organiser des ateliers d'échanges avec la coordination de PND sur le CNI, y compris le partage de l'état d'avancement des réformes dans le cadre du CNI. (2 ateliers)	X	X			\$ 20 000
	1.3 Vulgariser le CNI au niveau gouvernemental, des OSC et du privé (dépliants, clé USB, ateliers) après son adoption par le conseil des ministres.	X	X	X	X	\$ 30 000
	1.4 Organiser des ateliers de renforcement de capacités des Comités Inter préfectoraux (CIP) sur le CNI	X	X	X		\$ 20 000
	1.5 Réaliser l'analyse des réformes en cours liées à l'utilisation durable des terres : statut, opportunités, risques	X	X			\$ 25 000
Produit 2 : Les ressources pour la mise en œuvre des objectifs climat / utilisation durable des terres sont mobilisées et coordonnées	2.1 Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources liées au climat et à l'utilisation durable des terres		X	X		\$ 50 000
	2.3 Organiser des réunions et des tables rondes avec les PTFs sur la mobilisation des ressources				X	\$ 65000
Produit 3 : La négociation d'un accord de partenariat avec CAFI permet au	3.1 Organiser des réunions périodiques du groupe de travail technique intersectoriel afin d'identifier les priorités du Gouvernement en lien avec le CNI et le PND	X	X	X	X	\$ 20 000

Gouvernement de disposer de ressources pour la mise en œuvre du CNI.	3.2 Organiser des réunions de haut niveau (politique) pour la validation des priorités du gouvernement qui feront partie de l'Accord de Partenariat avec CAFI		X	X	\$ 50 000
	3.3 Organiser des runs de négociations avec CAFI au plus haut niveau		X	X	\$ 20 000
Produit 4 : Un arrangement institutionnel de mise en œuvre est mis en place par la création d'un comité interministériel	4.1 Créer un comité interministériel présidé par le PM	X	X	X	\$ 0
	4.2 Appuyer le fonctionnement du groupe de travail technique (Renforcement de capacité, formation et Equipement)		X	X	\$ 50 000
	4.3 Appuyer le fonctionnement du secrétariat dudit comité (Renforcement de capacité, formation et équipement)		X	X	\$ 50 000
Produit 5 : Une contribution de CAFI est fournie au fonctionnement du secrétariat du PND	5.1 Appuyer le fonctionnement du secrétariat du PND	X	X		\$ 100 000
Produit 6 : Les moyens nécessaires seront fournis au Gouvernement de la RCA pour sur le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) ² , sous réserve d'un accord entre CAFI et le Gouvernement	6.1 Participer au processus de développement, de revue et de sélection des document(s) de projet soumis			X	\$ 20 000
	6.2 Réaliser un mapping des interventions dans les secteurs utilisation des terres, incluant les interventions de tous les partenaires techniques et financiers, y compris UE, BM, BAD, ONGI, entreprises sociales et secteur privé	X	X	X	\$ 20 000
	6.3 Evaluer les risques avec évidences produites concernant les potentielles zones d'investissement.	X	X	X	\$ 20 000
	6.4 Informer et sécuriser la non-objection du Gouvernement à chacune des étapes de l'instruction de cet AMI			X	\$ 20 000
	Cout Total				\$ 600 000

²Il est à noter que ce processus sera entièrement conduit par le Gouvernement, sous son entière responsabilité, et que le PNUD ne fera qu'apporter les moyens nécessaires sur demande du Gouvernement mais ne participera pas au processus d'instruction de l'Appel à Manifestation d'Intérêt.

Tableau 3: Project budget by UN categories

CATEGORIES	Agence bénéficiaire	TOTAL
1. Le staff et les autres membres du personnel	PNUD	30 000
2. Fournitures, Commodités, Materials	PNUD	190 748
3. Équipement, véhicules et mobilier (y compris l'amortissement)		0
4. Services contractuels	PNUD	300 000
5. Voyages	PNUD	40 000
6. Transferts et subventions aux contreparties		0
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs		0
Sous-total des coûts du projet		560 748
8. Coûts indirects de support * (7%)	PNUD	39,252
TOTAL	PNUD	600 000

G. Gestion des risques :

Tableau 4 - Matrice de gestion des risques

Risques pour la réalisation de l'effet	Probabilité d'occurrence (élevée, moyen, faible)	Sévérité de l'impact du risque (élevé, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Risques politique : le changement du Gouvernement peut avoir un impact sur la mise en œuvre du projet qui risque d'accuser du retard par rapport à l'appropriation du projet par les nouvelles autorités. Afin de réduire ce risque dont la probabilité est faible du fait qu'un remaniement gouvernement a été fait récemment	Faible	Moyen	Stratégie de communication (Management PNUD) permettant d'informer les nouvelles autorités en valorisant les résultats du projet pour le pays et ainsi faire adhérer et engager rapidement celles-ci ce qui permettrait de rattraper tout retard.
Risques sécuritaires : les prochaines élections locales peuvent connaître des interférences avec des conséquences négatives sur la mise en œuvre du projet notamment à l'intérieur du pays où des activités sont prévues pour	Moyen	Élevée,	Limitation des activités dans les zones accessibles (PNUD/Autorité locale) Coordination étroite avec l'UNDSS pour atténuer les risques et éviter les

le renforcement des capacités des CIP.			zones à haut risque/rouges
<p>Risques programmatiques : la mise en œuvre des activités du projet peut être impactée par une faible compréhension, appropriation, adhésion et engagement des acteurs nationaux du fait que c'est la première fois que le pays s'emploie dans un processus de négociation avec CAFI. Il est de la responsabilité commune du PNUD et du Gouvernement de mettre en place une stratégie de communication intensifiée et de renforcement des capacités nationales afin d'en minimiser l'impact éventuel sur l'atteinte des résultats escomptés par le projet.</p>	Moyen	Moyen	Renforcement de la communication, de la participation et des capacités des acteurs nationaux (PNUD)